

DEPARTEMENT
de la Haute - Corse

**EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil
Communautaire de la Communauté de
Communes MARANA GOLO
2023/86**

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
37	37	24

Date de la convocation
05/12/2023

Date d'affichage

Objet de la Délibération

L'an deux mil vingt-trois, le **JEUDI 14 DECEMBRE** à 17h00 le conseil communautaire légalement convoqué s'est réuni dans ses locaux, sous la présidence de Monsieur Jean DOMINICI,

Etaient Présents (19) : Muriel BELTRAN – Vincent BRUSCHINI – Jean DOMINICI – Patrick EIDEL-GUIDICELLI - Joseph GALLETI - Jean Charles GIABICONI - Bernard GRAZIANI – Christophe GRAZIANI – Ange LAMBERTI – Maryline MASSONI – Jean François MATTEI – Alain MAZZONI – François MONTI – Anne Marie NATALI – Angèle NERI – José OLIVA - Frédéric RAO – Jeanne Baptiste SAVELLI – Charlotte TERRIGHI -

Pouvoirs (5) : Jérôme CAPPELLARO donne pouvoir à Jean-Charles GIABICONI – Fortuné FELLICELLI donne pouvoir à Vincent BRUSCHINI – Gabriel PASQUALI donne pouvoir à Ange LAMBERTI – Pierre Antoine PASQUALINI donne pouvoir à Joseph OLIVA – Marjorie PINDUCCI donne pouvoir à Frédéric RAO

Absents (13): Christiane ALBERTINI - Paule ALBERTINI – Chantal AMBROSI – Dominique BENIGNI - Christelle CRUCIANI – Maria GAROBY - Isabelle GIUDICELLI Charles MARCELLI — Augustine MARIOTTI – Jean Marc MATTEI – Pierre NATALI – Jean Pierre VALDRIGHI - Charlotte VITTORI

Objet de la délibération : Autorisation d'avance de trésorerie remboursable non budgétaire effectué du budget Principal (40000) vers le budget annexe de l'Assainissement (40004)

MONSIEUR Vincent BRUSCHINI a été désigné comme secrétaire de séance

Par délibération n°2015-044 en date du 10 décembre 2015 afin de gérer le service public d'assainissement une régie autonome a été créé ainsi que son budget annexe selon l'instruction comptable M49. Ce budget est doté de l'autonomie financière et est donc soumis au principe d'équilibre financier défini par l'article L 2224-1 du CGCT, aux termes desquels les budgets des SPIC, doivent en principe, être équilibrés en dépenses et en recettes.

Conformément à l'article R2221-70 du code général des collectivités territoriales, des avances de trésorerie peuvent être consenties par le budget principal à ses régies lorsque les besoins sont réels.

Le recours à cette disposition apparaît comme plus favorable qu'un prêt relais au taux de 4.45% et pourrait servir à procéder au mandatement :

- Les dépenses obligatoires notamment des frais de personnel après réajustement en 2023 du calcul du transfert de charges au budget principal sur la base des rémunérations réelles conformément aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, d'une part
- Des travaux d'investissements actuellement en cours

Acte rendu exécutoire, Après dépôt en Préfecture
LE : <input type="text"/>
Et publication ou notification
DU : <input type="text"/>

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-200036409-20231214-2023-86-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/12/2023

Et selon les modalités suivantes :

- Taux d'intérêt : 0%
- Décaissements/encaissements : au fil de l'année en fonction des besoins et de la capacité de la régie à rembourser
- Conditions de tirages : au fur et à mesure par décision du Président de la Communauté de Communes de Marana Golo sur la base d'un état estimatif des dépenses de la régie faisant apparaître le besoin de trésorerie, considérant que le budget principal dispose de suffisamment de fonds pour assurer son propre fonctionnement et de l'avis du receveur des finances
- Modalités de remboursement : en cours d'exercice, dès que le prévisionnel de trésorerie de la Régie est suffisant pour couvrir un remboursement total ou partiel, et en tout état de cause, le remboursement intégral devra être effectif au plus tard au 31 décembre de l'exercice de son attribution
- Montant maximum d'avance remboursable par la Régie Assainissement : 500.000 €
Le montant maximum de l'avance remboursable a été déterminé à partir des arrêtés d'attributions de subventions estimées à 2 400 000 € relatifs aux travaux réalisés de la Station d'épuration du Lido de la Marana, et versées dans le courant du 1^{er} semestre 2024

Le conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service public au titre des compétences relevant de la Communauté de Communes de Marana Golo ;
- Que la Communauté de Communes souhaite rester en conformité avec les dispositions légales sur la gestion des activités de Service Public Industriel et Commercial ;
- Que les budgets annexes favorisent la transparence budgétaire et permettent d'établir avec précision les coûts des services ;
- Que les montants ont été définis à partir d'une analyse des besoins ponctuels de trésorerie ;
- Que les avances consenties doivent être remboursées dans l'année avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Après en avoir délibéré :

- AUTORISE une avance remboursable de trésorerie du budget principal au budget annexe de l'assainissement pourra être versée sur l'exercice 2024 pour permettre d'honorer les factures de ce budget, dans la limite du montant maximal d'avance remboursable de 500 000 €
- APPROUVE les modalités d'avance de trésorerie suivantes :
 - Taux d'intérêt : 0%
 - Décaissements/encaissements : au fil de l'année 2024 en fonction des besoins et de la capacité de la régie
 - Conditions de tirages : au fur et à mesure, par décision du Président de la Communauté de Communes Marana Golo sur la base d'un état estimatif des dépenses de la régie faisant apparaître le besoin de trésorerie, considérant que le budget Principal dispose de suffisamment de fonds pour assurer son propre fonctionnement et de l'avis préalable du Receveur des finances.
 - Modalités du remboursement : en cours d'exercice 2024, dès que le prévisionnel de trésorerie de la régie est suffisant pour couvrir un remboursement total ou partiel, et, en tout état de cause, le remboursement intégral de l'avance devra être effectif au plus tard au 31 décembre 2024
- AUTORISE le Président à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus

Au registre sont les signatures

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Jean DOMINICI